

# La FAO publie un recueil de directives pratiques pour le droit à l'alimentation

Communiqués de l'ONU, du PAM, de la FAO

samedi 24 octobre 2009

Sommaire de cet article

- [Recueil de directives pratiques pour les gouvernements et la société civile](#)
- [FAO : Vers une plateforme mondiale pour la sécurité alimentaire](#)
- [La crise économique a entraîné une hausse du nombre d'affamés](#)
- [Faim : le PAM appelle à ne pas oublier les plus vulnérables](#)
- [L'Europe soutient la lutte contre la progression de la faim](#)
- [Produits alimentaires : les prix restent très élevés dans plusieurs pays](#)
- [G8 : Il faut assurer la sécurité alimentaire pour garantir la paix et la sécurité](#)
- [L'expert de l'ONU sur le droit à l'alimentation appelle à régler la crise alimentaire](#)
- [450 millions de dollars nécessaires pour la Corne de l'Afrique](#)
- [Appel de la FAO à renforcer la sécurité alimentaire mondiale](#)
- [Crise alimentaire : l'Union européenne va octroyer 106 millions d'euros à dix pays \(...\)](#)
- [FAO : 32 pays encore victimes d'urgences alimentaires dans le monde](#)
- [L'exemple du Ghana](#)

## Recueil de directives pratiques pour les gouvernements et la société civile

*Communiqué de la FAO, 23 octobre 2009*

### ***Le droit à l'alimentation n'est pas une utopie***

La FAO a publié un ensemble d'outils méthodologiques sur le Droit à l'alimentation dans le but de fournir aux pays, aux institutions, à la société civile et autres parties prenantes une série d'instruments efficaces pouvant servir à reconnaître le droit à une nourriture adéquate comme droit fondamental de l'homme.

Cette publication vient en aide à une kyrielle de pays qui cherchent des moyens d'incorporer le droit à l'alimentation dans leurs législations, leurs stratégies, leurs politiques et leurs programmes. L'ensemble d'outils fournira un encadrement utile aux décideurs et aux partenaires intéressés.

"Le droit à l'alimentation n'est pas une utopie", souligne Barbara Ekwall, Chef de l'équipe sur le droit à l'alimentation. "Il peut se concrétiser pour chaque femme, chaque homme et chaque enfant, même en période de crise. Nous disposons d'un cadre juridique sous forme de normes internationales, régionales et nationales sur les droits de l'homme. Pour traduire ce droit en une réalité pour tous, une action doit être engagée au niveau des pays. C'est là que l'on peut faire la différence pour tous ceux qui sont victimes de la faim".

"La mise au point, le lancement et la distribution de l'Ensemble d'outils méthodologique a bénéficié du soutien de l'Allemagne, et des contributions de la Norvège, de l'Espagne et des Pays-Bas.

L'ensemble d'outils - préparés par l'équipe du Droit à l'alimentation de la FAO - est un recueil de six volumes dispensant des informations pratiques et des conseils détaillés sur les moyens d'intégrer le droit à l'alimentation à différents niveaux des législations, politiques et programmes nationaux. Il offre une assistance opérationnelle à tous ceux qui s'efforcent de contrôler l'application du droit à une nourriture adéquate et d'identifier et de classer les groupes vulnérables souffrant de faim et d'insécurité alimentaire.

Il comporte en outre un grand nombre de recommandations liées à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des allocations budgétaires et des dépenses dans ce domaine.

L'ensemble d'outils a été compilé par des experts et des praticiens ayant acquis de vastes connaissances et expérience dans divers domaines. Les six volumes présentent des informations pratiques sur toute une gamme de sujets primordiaux, notamment :

- introduire le droit à l'alimentation dans une constitution ou dans les législations nationales ;
- effectuer le suivi du droit à une nourriture adéquate, à l'intention du personnel technique des institutions publiques et des organisations de la société civile chargées de la planification et du suivi de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la pauvreté ;
- aider les gouvernements, la société civile et autres partenaires à évaluer la situation du droit à l'alimentation ;
- étudier le lien entre les budgets publics et la concrétisation du droit à l'alimentation, en offrant un programme en dix étapes visant à présenter des arguments en faveur d'une approche du droit à l'alimentation, à analyser le budget du gouvernement et à présenter des revendications.

Enfin, l'ensemble d'outils sur le droit à l'alimentation comprend une esquisse de programme qui permettra aux pays de renforcer leurs capacités de mise en application du droit à l'alimentation. Il vise à aider enseignants, formateurs et autres éducateurs dans l'élaboration de cours spécifiques ou de programmes de formation sur le droit à l'alimentation.

- Le lien pour télécharger les outils pratiques (en anglais) : [http://www.fao.org/righttofood/publi\\_02\\_fr.htm](http://www.fao.org/righttofood/publi_02_fr.htm)

## **FAO : Vers une plateforme mondiale pour la sécurité alimentaire**

*Communiqué de l'ONU, 20 octobre 2009*

20 octobre 2009 - Face à l'escalade de la faim dans le monde et à l'intolérable pauvreté, et en réponse aux appels prônant une plus grande cohérence et coordination, les membres du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ont convenu d'une réforme de grande envergure, annonce mardi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La réforme a pour but de faire du CSA la toute première plateforme internationale et intergouvernementale s'occupant de sécurité alimentaire et de nutrition.

La participation au nouveau CSA sera très étendue. Outre les Etats membres, le Comité sera constitué d'un vaste éventail d'organisations s'occupant de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment les organismes des Nations Unies comme le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Equipe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur la crise la sécurité alimentaire mondiale, ainsi que d'autres institutions des Nations Unies.

Le CSA comprendra également des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, en particulier des associations représentant les petits agriculteurs, pêcheurs et éleveurs familiaux, les paysans sans terres, les citadins pauvres, les travailleurs agricoles et du secteur alimentaire, les femmes, les jeunes, les consommateurs et les populations autochtones.

Au nombre des membres du Comité figureront aussi des institutions internationales de recherche agricole, la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI), les banques de développement régionales et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le CSA sera également ouvert aux représentants des associations du secteur privé et aux fondations philanthropiques.

Autre aspect essentiel du futur CSA : des avis émis par un groupe d'experts de haut niveau sur le thème

de la sécurité alimentaire et de la nutrition permettront de trouver des solutions au fléau de la faim reposant sur des analyses scientifiques factuelles.

Le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, qui se tiendra à Rome du 16 au 18 novembre 2009, a pour vocation d'éliminer la faim dans le monde. Les dirigeants de la planète se pencheront également sur les modalités de mise en œuvre de la réforme du CSA.

## **La crise économique a entraîné une hausse du nombre d'affamés**

*Communiqué de l'ONU, 14 octobre 2009*

La forte recrudescence de la faim déclenchée par la récession économique mondiale accable les populations les plus pauvres des pays en développement, dévoilant la fragilité du système alimentaire mondial qui nécessite une réforme urgente, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

**La conjugaison des crises alimentaires et économiques a fait grimper le nombre de personnes affamées à des niveaux sans précédent : plus d'un milliard d'êtres humains sont sous-alimentés, d'après les estimations de la FAO.**

La quasi-totalité de ces individus vit dans les pays en développement. En Asie et dans le Pacifique, leur nombre est estimé à 642 millions ; en Afrique subsaharienne, à 265 millions ; en Amérique latine et aux Caraïbes, à 53 millions ; au Proche-Orient et en Afrique du Nord, à 42 millions ; et dans les pays développés, à 15 millions, selon le rapport annuel de la FAO sur la faim, L'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde, préparé cette année en collaboration avec le PAM.

Ce rapport paraît à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation qui sera célébrée le 16 octobre 2009 au siège de la FAO, à Rome, ainsi que dans le monde entier.

Avant l'apparition des crises récentes, le nombre de personnes sous-alimentées accusait déjà une montée lente mais régulière au cours de la dernière décennie, indique le rapport.

Des progrès appréciables avaient été accomplis dans les années 1980 et au début des années 1990 en matière de réduction de la faim chronique, essentiellement grâce à l'accroissement des investissements dans l'agriculture qui avait succédé à la crise alimentaire mondiale du début des années 1970.

Mais entre 1995-97 et 2004-06, à mesure que l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture perdait du terrain, le nombre d'affamés s'est amplifié dans toutes les régions, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Mais les progrès réalisés dans cette dernière partie du monde ont été par la suite annulés sous l'effet des crises alimentaires et économiques.

La hausse du nombre de victimes de la faim, à la fois durant les périodes de prix faibles et de prospérité économique et durant les périodes d'envolée des prix et de récession économique, montre la faiblesse du système mondial de gouvernance de la sécurité alimentaire, souligne la FAO.

"Les dirigeants mondiaux ont réagi avec détermination à la crise économique et financière. Ils sont parvenus à débloquer des milliards de dollars en une courte période de temps. Il faut lancer immédiatement des mesures énergiques du même ordre pour combattre la faim et la pauvreté", insiste le directeur général de la FAO, Jacques Diouf.

"Nous disposons des moyens économiques et techniques pour mettre un terme à la faim, ce qui fait défaut c'est une volonté politique plus forte pour se débarrasser de la faim à jamais. Il est fondamental d'investir dans l'agriculture des pays en développement", ajoute M. Diouf.

"Nous nous réjouissons de ce nouvel engagement en faveur de la sécurité alimentaire, mais nous devons agir vite. Il est inacceptable qu'en ce XXI<sup>e</sup> siècle près d'un individu sur six de la population mondiale soit victime de la faim", déclare de son côté la directrice exécutive du PAM, Josette Sheeran. "A l'heure où le monde compte plus d'affamés que jamais auparavant, l'aide alimentaire a chuté à des niveaux historiquement bas".

L'association de divers facteurs a rendu la crise actuelle particulièrement dévastatrice pour les ménages pauvres des pays en développement.

En premier lieu, la crise touche simultanément de vastes régions du monde, réduisant l'envergure des mécanismes habituels d'adaptation, comme la dévaluation, les emprunts, le recours accru à l'aide publique au développement, ou les envois de fonds par les migrants.

Deuxièmement, la crise économique exacerbe la crise alimentaire qui a déjà pesé lourdement sur les stratégies d'adaptation des populations pauvres, frappant les plus vulnérables en les empêchant de se relever.

Confrontées à la flambée des prix alimentaires, à la baisse des revenus et des emplois et ayant déjà vendu leurs actifs, réduit leur consommation d'aliments et leurs dépenses de biens essentiels, tels que soins de santé et éducation, ces familles risquent de s'enliser davantage dans la misère et le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté.

Le troisième facteur qui différencie cette crise de celles des années passées est la meilleure intégration, à la fois financière et commerciale, des pays en développement, par rapport à il y a 20 ans, dans l'économie mondiale, ce qui les rend plus vulnérables aux changements intervenant sur les marchés internationaux.

De nombreux pays ont accusé une chute de leurs échanges commerciaux et de leurs flux financiers dans tous les domaines, et assisté au recul de leurs recettes d'exportation, de leurs investissements étrangers, de l'aide au développement et des envois de fonds. Autant de facteurs qui non seulement restreignent les possibilités d'emploi, mais également les fonds disponibles pour les gouvernements en faveur de programmes de promotion de la croissance et d'aide aux personnes vulnérables.

Les 17 économies principales d'Amérique latine, par exemple, ont reçu 184 milliards de dollars de flux financiers en 2007. Ces capitaux ont été quasiment divisés par deux en 2008 (89 milliards) et devraient être à nouveau réduits de moitié et chuter à 43 milliards en 2009, déplore le rapport. Cela signifie que la consommation doit être réduite, et pour certains pays à faible revenu et à déficit vivrier, l'ajustement de la consommation pourrait se traduire par une réduction drastique des importations vivrières et autres biens d'importation, tels que matériel sanitaire et produits pharmaceutiques.

Le rapport comporte des études de cas compilées par le PAM dans cinq pays - Arménie, Bangladesh, Ghana, Nicaragua et Zambie - illustrant la situation critique des ménages face à la baisse des envois de fonds de l'étranger et autres impacts de la récession, et les mesures adoptées par les gouvernements en réponse à la crise - investissements dans l'agriculture et les infrastructures et mise en place de filets de sécurité.

Ces interventions permettront de sauver des vies humaines et des familles, indique le rapport, mais compte tenu de la gravité de la crise, il reste encore beaucoup à accomplir.

La FAO et le PAM continuent à préconiser une approche de solution durable sur deux fronts pour affronter à la fois la crise aiguë de la faim à court terme, attisée par les pénuries alimentaires et la faim chronique à plus long terme, symptôme de pauvreté extrême.

"Les petits agriculteurs ont besoin d'un accès aux semences de qualité, aux engrais, au fourrage et aux technologies pour leur permettre de doper la productivité et la production", souligne M. Diouf. "Et leurs gouvernements nécessitent des outils économiques et politiques pour accroître la productivité et la résilience de leur secteur agricole face aux crises."

## **Faim : le PAM appelle à ne pas oublier les plus vulnérables**

*Communiqué de l'ONU, 16 septembre 2009*

Alors que l'économie mondiale commence à montrer des signes de reprise, la chef du Programme alimentaire mondial (PAM), Josette Sheeran, a appelé mercredi à ne pas oublier ceux qui ont été le plus durement frappés par la crise financière, qui a démarré il y a un an.

Il y a plus de gens affamés dans le monde et moins d'aide alimentaire que jamais auparavant. Le nombre de personnes ayant faim est supérieur à 1 milliard cette année, alors que l'aide alimentaire est à son plus bas niveau en vingt ans.

Le PAM a reçu pour l'instant moins de la moitié des 6,7 milliards de dollars dont il a besoin pour nourrir 108 millions de personnes dans 74 pays, a dit Mme Sheeran dans une déclaration publiée à Londres. Au rythme actuel des donations, le PAM sera forcé de réduire ses activités dans des pays comme le Kenya, le Bangladesh et la Somalie, a-t-elle ajouté.

« Les bailleurs de fonds ont été très généreux mais le coût de la nourriture est encore élevé, les besoins sont en hausse et il faut que le monde y réponde de manière accrue », a souligné la directrice du PAM.

La population aux Etats-Unis et en Europe s'appuie de plus en plus sur l'aide publique en ce qui concerne la nourriture, mais 80% du monde n'a pas ce luxe.

« Nous avons immédiatement besoin de 3 milliards de dollars pour répondre à ces besoins, ce qui représente moins de 0,01% de ce qui a été dépensé pour stabiliser le monde financièrement », a dit Mme Sheeran.

## **L'Europe soutient la lutte contre la progression de la faim**

*Communiqué de l'ONU, 22 juillet 2009*

A l'heure où plus d'un milliard d'individus souffrent de la faim dans le monde, l'Europe intensifie son soutien aux agriculteurs les plus durement touchés par la récession économique et la hausse des prix, en leur octroyant un don de 75 millions d'euros (soit 105 millions de dollars), annonce mercredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Ce don de l'Union européenne vise à aider les pays pauvres à accroître leur production agricole. Cette enveloppe financière de l'UE pour 13 pays en Afrique, en Asie, aux Caraïbes et en Amérique centrale, sévèrement touchés par la hausse des prix, offre un grand soutien supplémentaire aux efforts des Nations Unies pour faire face à la vague grandissante de faim dans le monde, selon un communiqué.

Elle survient après un don historique d'une valeur de 125 millions d'euros (170 millions de dollars) de la part de l'Union européenne il y a tout juste un mois.

« L'aide de l'Europe arrive à un moment critique », affirme M. José Maria Sumpsi, Sous-directeur général de la FAO chargé du Département de la coopération technique. « Une personne sur six dans le monde souffre de la faim - du jamais vu. Les pays pauvres ont besoin de toute l'aide possible. Nous sommes reconnaissants de l'aide sans équivoque apportée par l'Europe », ajoute-t-il.

M. Sumpsi fait observer que les prix élevés et instables continuent de tourmenter les pays en développement et que la faim augmente à cause de la crise économique mondiale, provoquant une baisse des revenus et une hausse du chômage dans ces pays.

Afin de fournir une réponse rapide aux prix alimentaires élevés dans les pays en développement, une « Facilité alimentaire » à hauteur d'un milliard d'euros vient d'être adoptée par le Parlement et le Conseil

de l'Union européenne.

En droite ligne avec l'appel de la FAO pour un accroissement des investissements en agriculture, après des décennies de désintérêt, la "Facilité alimentaire" souligne le besoin de sensibiliser de nouveau le monde à l'agriculture.

« Pour tous les pays en développement, un secteur agricole en bonne santé est vital pour surmonter la pauvreté et la faim », affirme M. Roberto Ridolfi, responsable à l'Office de coopération EuropeAid de la Commission européenne.

## **Produits alimentaires : les prix restent très élevés dans plusieurs pays**

*Communiqué de la FAO, 16 juillet 2009*

Les prix des produits alimentaires locaux dans les pays en développement restent élevés malgré une baisse accrue des prix internationaux alors que les récoltes céréalières sont bonnes dans l'ensemble, avertit jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans son dernier rapport intitulé « Perspectives de récoltes et situation alimentaire ».

Dans plusieurs pays, les prix sont passés au-delà des niveaux déjà élevés de l'année dernière ou se maintiennent encore à des niveaux record, faisant traverser de rudes épreuves à des millions de personnes, ajoute la FAO.

En Afrique subsaharienne, 80 à 90% des prix céréaliers inspectés par la FAO dans 27 pays restent 25% plus élevés que ceux pratiqués avant la flambée des prix alimentaires d'il y a deux ans. En Asie, en Amérique Latine et aux Caraïbes, une inspection des prix alimentaires dans 31 pays montre, là encore, qu'entre 40 et 80% des prix restent 25% plus élevés que pendant la période de pré-crise alimentaire.

Cette situation de hausse des prix alimentaires continue de susciter des préoccupations quant à la sécurité alimentaire des populations vulnérables, à la fois dans les régions rurales et urbaines, car elles consacrent une part importante de leurs revenus à l'alimentation.

En Afrique orientale, au Soudan, les prix du sorgho au mois de juin étaient trois fois plus élevés qu'il y a deux ans alors qu'en Ouganda, au Kenya et en Ethiopie, les prix du maïs ont doublé comparés à ceux d'il y a deux ans.

En Afrique méridionale, les prix du maïs ont baissé au cours des derniers mois grâce à de très bonnes récoltes mais restent toujours supérieurs aux prix de la période de pré-crise. En Afrique occidentale, les prix ont baissé à la fin de l'année 2008, conséquence positive de bonnes récoltes céréalières mais ont augmenté de nouveau en 2009. Au Ghana, les prix du maïs à Accra sont plus du double de ce qu'ils étaient en juin 2007.

Selon le rapport, différentes raisons expliquent la fermeté des prix, notamment des récoltes moins abondantes, des importations plus importantes ou différées, des troubles civils, une demande accrue provenant des pays voisins occasionnant des flux commerciaux régionaux, des dévaluations des monnaies nationales, des changements dans les politiques alimentaire et commerciale, une demande et des revenus en augmentation ainsi que des contraintes au niveau des transports et une hausse de leurs coûts.

Les perspectives en ce qui concerne l'offre et la demande de céréales au niveau mondial restent satisfaisantes et ce, malgré une baisse de la production céréalière mondiale pour 2009. En effet, la production céréalière 2009 devrait atteindre, selon les prévisions, 2 milliards 208 millions de tonnes, soit 3,4% de moins que la récolte record de l'année précédente mais elle conserverait néanmoins la deuxième place au classement général absolu des bonnes récoltes. La baisse s'explique par le fait que les récoltes de blé et de céréales secondaires sont en régression.

Dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire, les perspectives de récoltes céréalières pour 2009 sont généralement favorables, la production totale devant augmenter pour la deuxième année consécutive. Toutefois, la situation reste incertaine dans quelques parties de l'Afrique de l'Ouest de l'Afrique orientale ainsi qu'en Asie du fait d'un démarrage irrégulier de la saison des pluies.

Bien que les perspectives céréalières mondiales soient encourageantes, une trentaine de pays sont en crise et nécessitent une aide d'urgence du fait de catastrophes naturelles, de conflits, de l'insécurité ou de problèmes économiques. Un nouveau Sommet mondial de l'alimentation se tiendra au siège de la FAO, à Rome, du 16 au 18 novembre 2009 en vue de dégager un large consensus sur l'éradication de la faim, sur l'amélioration de la gouvernance du système agricole international et sur des politiques et des programmes visant à garantir la sécurité alimentaire mondiale.

## **G8 : Il faut assurer la sécurité alimentaire pour garantir la paix et la sécurité**

*Communiqué de l'ONU, 10 juillet 2009*

« Les prix alimentaires mondiaux ont baissé, mais demeurent encore élevés dans de nombreux pays en développement. Et la situation ne fait qu'empirer avec la volatilité des marchés, les effets des changements climatiques et la baisse des revenus », a déclaré vendredi le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en appelant à aider ceux qui souffrent de faim, afin d'assurer un avenir meilleur, stable et pacifique pour tous.

M. Ban qui s'adressait aux dirigeants du G8, à L'Aquila, en Italie, au cours de discussions sur la sécurité alimentaire, a constaté que « de plus en plus, les dirigeants du monde comprennent qu'il est de notre responsabilité de veiller à ce que chaque personne sur terre ait suffisamment de nourriture », particulièrement au moment où le nombre de personnes souffrant de faim chronique a atteint le milliard d'individus. Un chiffre jamais atteint auparavant.

« Nous devons faire plus, plus vite. La crise alimentaire touche en permanence des millions d'enfants qui ont besoin de notre aide », a dit Ban Ki-moon. Il ne s'agit pas uniquement de soulager la souffrance humaine, mais aussi d'assurer la paix et la stabilité. Et pour y arriver, le Secrétaire général estime, entre autres, qu'il faut « appuyer les stratégies nationales de sécurité alimentaire, à travers les institutions régionales » et s'assurer que « les pays ont le soutien financier dont ils ont besoin ».

Le Sommet du G8 a décidé de mobiliser 20 milliards de dollars sur trois ans pour une stratégie globale axée sur le développement agricole durable. Le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf, a salué cette initiative, la qualifiant de « changement de politique encourageant en faveur des pauvres et des affamés ».

S'adressant au G8, M. Diouf a part ailleurs exhorté la communauté internationale des bailleurs de fonds à consacrer à l'agriculture "le plus tôt possible" 17% de l'aide publique au développement, rappelant que tel était le niveau des investissements qui avait permis de sauver le monde de la grave famine qui se profilait à l'horizon en Asie et en Amérique latine dans les années 1970.

« Les chefs d'Etat devront faire plus s'ils veulent aider les millions d'êtres humains qui souffrent de faims aujourd'hui », a de son côté déclaré le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter.

« Améliorer la sécurité alimentaire pour les plus groupes les plus vulnérables est non seulement un impératif moral et une obligation contraignante du droit international des droits de l'homme, mais aussi, une priorité économique pour faire face à la crise actuelle », a-t-il ajouté.

S'exprimant sur l'engagement du G8, Kanayo F. Nwanze, président du Fonds international de développement agricole (FIDA) a déclaré que les dirigeants de la planète avaient approuvé « une concrète et vaste initiative et reconnu que la sécurité alimentaire avait deux dimensions : l'aide alimentaire pour

les situations critiques et l'investissement soutenu dans l'agriculture pour briser le cycle de la pauvreté ».

## **L'expert de l'ONU sur le droit à l'alimentation appelle à régler la crise alimentaire**

*Communiqué de l'ONU, 25 juin 2009*

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, M. Olivier De Schutter a appelé jeudi les décideurs de la planète à ne pas attendre de nouvelles émeutes de la faim pour se rappeler de la « crise alimentaire mondiale ».

La crise alimentaire est loin d'être finie, a-t-il déclaré. **La FAO a confirmé que le nombre total de personne en insécurité alimentaire avait dépassé le milliard d'individus.** Les prix des produits alimentaires sur les marchés locaux étaient plus élevés en mai 2009, qu'ils ne l'étaient en mai 2008, dans plus de quarante pays en développement, malgré la décroissance constatée, au niveau international.

Selon le rapporteur, à l'instar de l'effondrement des institutions bancaires, **l'élargissement de l'échelle de la faim comporte des risques systémiques.** « Des régimes alimentaires moins sains et moins nutritifs créent une responsabilité économique pour le développement futur » a par ailleurs déclaré M. De Schutter, pour qui les acteurs de la planète « doivent saisir le moment », pour agir.

Pour faire à la situation de crise, il a recommandé une plus grande attention au cadre du **droit à l'alimentation.** Le droit à l'alimentation n'est pas le droit à être nourri suite à une situation d'urgence. C'est le droit à accéder aux moyens pour produire des aliments, ou aux moyens de disposer d'un revenu pour acheter une nourriture adéquate, a-t-il expliqué. Le droit à l'alimentation peut agir comme une boussole qui aide à trouver des réponses au niveau national et international, a-t-il ajouté.

Il a durant sa déclaration faite à la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, recommandé cinq directions à suivre pour prévenir l'augmentation de la faim et arriver à la réalisation du droit à l'alimentation. Parmi celles-ci, la lutte contre la volatilité des marchés boursiers agricoles internationaux et la réforme de la gouvernance du système alimentaire et agricole mondial.

En parallèle, le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN) a averti, jeudi, que **la crise financière mondiale aggravera la faim et la malnutrition parmi les populations les plus vulnérables.** En marge du prochain sommet du G8, en Italie, ce forum de l'ONU qui discute des questions nutritionnelles, encouragera les gouvernements à investir dans les programmes qui accroissent la productivité des petits propriétaires et renforcent les moyens de subsistance des ménages les plus pauvres.

## **450 millions de dollars nécessaires pour la Corne de l'Afrique**

*Communiqué de l'ONU, 9 juin 2009*

Des millions d'habitants de la Corne de l'Afrique sont à nouveau menacés par les effets combinés de la sécheresse, de pluies saisonnières insuffisantes, de la guerre et du prix élevé de la nourriture, prévient mardi le Programme alimentaire mondial (PAM), qui a besoin de 450 millions de dollars pour faire face à cette situation.

« Nous sommes potentiellement en présence d'une crise régionale majeure », selon Ramiro Lopes da Silva, envoyé spécial du PAM pour la Corne de l'Afrique.

Le PAM fournit à l'heure actuelle une assistance alimentaire à 17 millions de personnes dans la région de la Corne de l'Afrique, mais le financement est insuffisant alors que l'on attend un accroissement des besoins en Somalie, au Kenya, en Ethiopie, dans le nord de l'Ouganda et à Djibouti dans les mois qui

viennent. Le déficit de financement du PAM pour cette région est de 450 millions de dollars.

En Ethiopie, au Kenya et en Somalie, les pluies saisonnières ont été faibles et erratiques. En Ethiopie entre 50 et 70% des terres cultivées avaient été plantées à la mi-avril, alors que les agriculteurs attendaient les pluies. Enfin au Kenya et en Somalie les terres sont arides ou semi-arides et de nombreuses têtes de bétail sont en train de mourir.

Par ailleurs, le prix de la nourriture reste élevé malgré une baisse récente. En Somalie, le prix des céréales dans certaines régions est huit fois plus élevé que la normale et au Kenya le prix du maïs en mars était de 43% plus élevé que l'année dernière.

Les envois financiers aux familles, essentiels pour de nombreuses personnes, se sont aussi réduits, notamment en raison de la crise financière mondiale.

## **Appel de la FAO à renforcer la sécurité alimentaire mondiale**

*Communiqué de l'ONU, 8 juin 2009*

Le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Jacques Diouf, a appelé ce week-end au renforcement du système planétaire de gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale et au changement des aspects du commerce international qui ont entraîné un surcroît de faim et de pauvreté.

"Nous devons construire un système de gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale plus cohérent et plus effectif ; nous devons corriger les politiques et le système international d'échanges qui ont entraîné une aggravation de la faim et de la pauvreté", a dit M. Diouf à l'ouverture du Forum céréalier mondial à Saint-Petersbourg en présence de hauts responsables russes et de ministres de l'agriculture de plus de 50 pays.

Le Président russe Dmitri Medvedev a participé à cette réunion de deux jours, axée sur la sécurité alimentaire mondiale et le marché céréalier mondial, et qui avait été proposée par la Fédération de Russie lors du Sommet du G8 en juillet dernier au Japon, précise la FAO dans un communiqué.

"Ce qui est important aujourd'hui c'est de réaliser que le temps des paroles est désormais révolu", a dit M. Diouf aux participants au Forum. "Le moment est venu de passer à l'action. La crise alimentaire nous a appris que pour vaincre la faim, nous devons nous concentrer sur ses causes profondes et cesser de nous occuper des conséquences des erreurs du passé."

**"La hausse des prix alimentaires a commencé en 2006, s'est accélérée en 2007 et a atteint un sommet en juin 2008. Cela signifie qu'en deux ans seulement, les prix internationaux des produits alimentaires de base ont augmenté d'environ 60% alors que ceux des céréales doubleraient", a rappelé M. Diouf.**

Et M. Diouf de faire observer que les prix moyens des denrées alimentaires sont toujours 17% plus élevés qu'en 2006 et 24% de plus qu'en 2005. Quant au rapport stock/utilisation des céréales, il était de 20,2% en 2007/08, soit son plus bas niveau en 30 ans.

**Selon la FAO, la flambée des prix alimentaires a fait grimper de 115 millions le nombre d'affamés dans le monde.**

**Les premiers résultats de travaux entrepris par la FAO montrent que la crise économique et financière pourrait pousser quelque 100 millions de personnes de plus dans une situation de faim chronique, a indiqué M. Diouf, tout en précisant qu'un milliard de personnes ont faim, soit 15% de la population mondiale.**

Depuis le mois dernier, 31 pays se trouvent dans une situation de crise alimentaire nécessitant une aide d'urgence. Parmi ces pays, une vingtaine sont en Afrique, neuf en Asie et au Moyen-Orient et deux en Amérique centrale et les Caraïbes.

"Cela est inacceptable. Comment peut-on expliquer à des gens sensés et de bonne volonté une telle situation dramatique dans un monde où les ressources internationales abondent et alors que des trillions de dollars sont dépensés pour stimuler l'économie mondiale ?", s'est interrogé M. Diouf.

Le directeur général de la FAO a appelé à mobiliser une part plus importante de l'aide au développement pour les pays en développement afin d'augmenter leur production agricole. A cet égard, il convient d'investir dans les infrastructures rurales, de garantir l'accès aux intrants modernes et de faire bénéficier les petits paysans de l'assistance d'institutions de soutien approprié.

## **Crise alimentaire : l'Union européenne va octroyer 106 millions d'euros à dix pays pauvres**

*Communiqué de l'ONU, 15 mai 2009*

L'Union européenne va octroyer 106 millions d'euros (144 millions de dollars) pour aider dix pays pauvres à améliorer leur production agricole, aux termes d'un accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'accord, paraphé vendredi à Bruxelles, prévoit un paquet d'assistance technique à 10 pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes qui ont été les plus touchés par la flambée des prix alimentaires mondiale en 2007 et 2008, a précisé la FAO dans un communiqué.

Cette assistance vise à renverser la tendance vers une aggravation de la sécurité alimentaire de ces pays, celle-ci étant susceptible de se détériorer encore davantage cette année, car les pays en développement ont été rejoints par la crise économique et financière mondiale, a ajouté le communiqué.

"C'est le plus grand accord jamais passé entre la Commission européenne et la FAO", a déclaré Jacques Diouf, directeur général de la FAO. "Nous sommes très heureux qu'en ces temps troublés, l'Europe montre un engagement sans faille à la cause d'environ un milliard de personnes qui vont se coucher le ventre vide tous les soirs."

Les prix alimentaires sont encore élevés et volatiles dans les pays en développement bien que les prix internationaux des produits alimentaires de base aient récemment baissé, a-t-il ajouté.

### **Les dix pays concernés par l'accord sont les suivants :**

**Afghanistan** : soutien à l'industrie des semences et à leur production ;

**République centrafricaine** : multiplication de semences, agriculture de conservation, réintégration des anciens soldats dans le secteur agricole, ouverture de 80 magasins d'intrants ;

**République démocratique du Congo** : distribution de semences, réhabilitation des avoirs agricoles, appui aux organisations paysannes, information sur la sécurité alimentaire ;

**Guinée Bissau** : fourniture d'intrants agricoles, jardins potagers dans les écoles, réhabilitation des infrastructures agricoles ;

**Haïti** : gestion des ressources naturelles et du stockage de l'eau, diversification et intensification de l'agriculture, de l'aquaculture et de la pêche ;

**Libéria** : programme commun avec des partenaires Nations Unies, formation de vulgarisateurs et

d'agriculteurs, intrants agricoles, jardins potagers dans les écoles ;

**Mozambique** : production et distribution de semences de qualité ; usine de production de semences ;

**Pakistan** : distribution de semences, petite irrigation et captage de l'eau, outils ;

**Sierra Leone** : création d'une centaine de centres d'affaires agroalimentaires ; machines agricoles pour une centaine de coopératives, formation d'agriculteurs ;

**Zimbabwe** : fourniture d'intrants agricoles à 150.000 familles rurales vulnérables.

## **FAO : 32 pays encore victimes d'urgences alimentaires dans le monde**

*Communiqué de la FAO, 23 avril 2009*

Malgré une amélioration de la situation mondiale des disponibilités céréalières et un fort recul des cours mondiaux des denrées alimentaires, les prix restent élevés dans les pays en développement et 32 pays sont encore victimes d'urgences alimentaires, a indiqué jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un rapport.

La production céréalière mondiale de 2009 devrait être inférieure de 3% au record de 2008, tout en restant le deuxième meilleur résultat jamais enregistré, selon les premières estimations de la FAO contenues dans ce rapport intitulé « Perspectives de récoltes et situation alimentaire ».

La baisse sera le fait du blé, essentiellement due à une forte réduction des superficies ensemencées dans les pays développés qui s'explique par le déclin des cours internationaux. Dans les pays en développement, la production céréalière pourrait rester proche du bon niveau de l'an dernier.

« Des urgences alimentaires persistent dans 32 pays, en dépit de bonnes récoltes céréalières en 2008 dans nombre des pays normalement à risque d'insécurité alimentaire », souligne la FAO dans un communiqué.

Les prix des céréales dans les pays en développement demeurent généralement très élevés - dans certains cas à des niveaux sans précédent. Les plus touchés sont les citadins pauvres et les petits agriculteurs qui dépendent du marché pour l'accès à la nourriture. En outre, la récession mondiale prive les ménages vulnérables des envois de fonds de l'étranger, souvent déterminants pour maintenir les niveaux de consommation alimentaire.

Une analyse des prix alimentaires sur les marchés intérieurs de 58 pays en développement montre que les prix sont plus élevés qu'il y a 12 mois dans environ 80% des cas, et qu'il y a 3 mois, dans 40% des cas. En outre, dans 17% des cas, les derniers cours enregistrés sont les plus élevés jamais constatés.

C'est l'Afrique subsaharienne qui connaît la situation la plus critique. Les prix du riz sont beaucoup plus élevés qu'il y a 12 mois dans tous les pays examinés, tandis que ceux du maïs, du mil et du sorgho sont supérieurs dans 89% des pays.

Les prix alimentaires demeurent élevés dans d'autres régions également, en particulier en Asie pour ce qui concerne le riz et en Amérique centrale et du Sud pour le maïs et le blé.

La facture des importations céréalières en 2008/09 pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) devrait s'établir à 28 milliards de dollars, en recul de 27% par rapport au record absolu de la campagne précédente, quelque peu allégée par le fléchissement des cours internationaux et des taux de fret.

Cependant, le ralentissement des importations commerciales de céréales et de l'aide alimentaire est un

des facteurs contribuant à maintenir les prix alimentaires à un niveau élevé dans les pays pauvres, souligne la FAO. Fin mars, 45% seulement des besoins d'importations céréalières des PFRDV pour les campagnes de commercialisation s'achevant en 2009 avaient été satisfaits.

L'insécurité alimentaire sévit dans certaines parties d'Asie, en particulier dans des régions de l'Afghanistan, du Sri Lanka et du Myanmar. En République démocratique populaire de Corée, victime d'insécurité alimentaire chronique, les rations alimentaires auraient été diminuées de moitié à cause de la réduction des approvisionnements.

En Afrique de l'Est, plus de 17 millions de personnes sont victimes d'une grave insécurité alimentaire due aux mauvaises récoltes, aux conflits ou à ces deux facteurs conjugués. En Somalie, on estime à 3,2 millions les personnes ayant besoin d'une aide alimentaire. Au Soudan, les conflits qui perdurent et la récente expulsion d'organismes humanitaires du Darfour ont soulevé de graves préoccupations pour des millions de personnes vulnérables déjà confrontées à une situation dramatique.

En Afrique australe, les prix élevés, le ralentissement des importations et la demande soutenue au plus fort de ces mois de faim critique se répercutent sur la sécurité alimentaire de quelque 8,7 millions d'habitants, dont plus de 5 millions au Zimbabwe, où les épidémies de choléra mettent gravement en péril la santé et la nutrition des groupes vulnérables.

## **L'exemple du Ghana**

### **Ghana : Les progrès considérables dans la lutte contre la faim sont menacés**

*Communiqué de la FAO, 23 avril 2009*

Le Ghana a enregistré des progrès considérables au cours des vingt dernières années dans la lutte contre la faim mais la crise financière et la flambée des prix alimentaires menacent aujourd'hui les efforts de ce pays, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

A l'heure où de plus en plus de personnes souffrent de la faim dans le monde, le Ghana a quand même réussi à freiner cette tendance, mais continue à être confronté à de nouveaux enjeux, ont souligné le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, et la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Josette Sheeran, durant une visite conjointe dans le pays du 21 au 24 avril.

Le Ghana est en effet le seul pays de l'Afrique subsaharienne qui a atteint l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié le nombre d'affamés et de pauvres à l'horizon 2015, souligne la FAO dans un communiqué.

Selon les statistiques de la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées au Ghana est tombé de 5,4 millions de personnes en 1990-92 (période de référence) à 3 millions en 1995-97, puis à 1,9 million en 2003-05. Malgré ces accomplissements, la malnutrition infantile reste problématique.

**Mais la crise financière, l'inflation croissante, la hausse des prix alimentaires et les inondations et sécheresses dues au changement climatique menacent de torpiller les efforts de ce pays qui compte 23 millions d'habitants.**

Les prix alimentaires ont atteint un pic au Ghana à la mi-2008, mais les prix des denrées alimentaires de base comme le riz, le manioc et le maïs restent anormalement élevés malgré de très bonnes récoltes.

"La crise financière mondiale menace sérieusement les progrès du Ghana dans sa lutte contre la faim et la pauvreté", a déclaré Mme Sheeran. "Nous ferons tout notre possible pour maintenir le cap du premier OMD et invitons la communauté internationale à renforcer son soutien en ces temps cruciaux".

Au moment où la soudure sera à son point culminant (juin/juillet), la FAO et le PAM uniront leurs efforts

en faveur de la sécurité alimentaire et du bien-être nutritionnel dans les trois provinces septentrionales du Ghana. Cette initiative aura lieu dans le cadre du Fonds fiduciaire commun des Nations Unies pour la sécurité humaine, un programme contre la malnutrition et pour la réhabilitation ciblant un demi-million de personnes environ, qui comprend des projets de reboisement et de construction de systèmes d'irrigation et de petits barrages.

La FAO et le PAM collaborent également dans le cadre de l'Initiative P4P (Achats pour le progrès), destinée à faire bénéficier les petits paysans des opportunités du marché des commandes locales.

---

**P.-S.**

A consulter sur le site d'Adéquations :

- Rubrique [Agricultures et alimentations](#)

---